

# COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

Numéro 46

Mercredi 29 janvier 1975

Prix : 1 F

## ÉDITORIAL

### Le colonialisme recule devant la perspective de son propre procès

**L**ES huit militants guyanais qui avaient été emprisonnés à la Santé sous l'accusation d'atteinte à la sûreté de l'Etat viennent d'être libérés.

C'est un recul du gouvernement devant la solidarité active qui, tant en France qu'aux Antilles ou en Guyane, commençait à se manifester.

On se souvient que ces huit militants guyanais avaient été arrêtés après les manifestations qui s'étaient déroulées en Guyane, se succédant l'une à l'autre depuis le mois de septembre 1974, à partir du passage du ministre des DOM Stirn.

Les Guyanais, en particulier les travailleurs, les jeunes ne veulent plus vivre dans la situation qui est celle de la Guyane colonisée. C'est-à-dire avec pour seules perspectives le chômage et la misère.

C'est pour montrer leur opposition au régime colonial que des jeunes et des travailleurs avaient manifesté sur le passage de Stirn. C'est aussi contre cette oppression que des jeunes appartenant à une organisation nationaliste avaient écrit des graffitis sur les murs de Cayenne.

Comme lors de la création de l'OJAM en 1963 en Martinique, et lors des massacres de 1967 en Guadeloupe, le colonialisme, devant les réactions et la montée de la colère des travailleurs de ces pays, s'est réfugié une fois de plus dans sa méthode habituelle : intimider et détruire les organisations qui semblent avoir un appui populaire. Mais c'est avoir bien du mépris pour les peuples de ces pays que penser les faire taire avec des procès et autres méthodes d'intimidation.

Tous les massacres n'empêchent pas qu'aujourd'hui, comme par le passé, les travailleurs continuent de lutter de plus belle. Après les procès de 1963 et ceux de 1967-1968, ceux qui luttent pour mettre fin au joug colonial n'en continuent pas moins de le faire et les travailleurs du bâtiment en Martinique comme en Guadeloupe se sont lancés dans d'importantes grèves. La perspective d'être réprimés par les CRS ou les Képis rouges ou autres PUMA, ne les a pas fait reculer. Depuis 1971, on a vu se dérouler de nombreuses grèves qui, pour la plupart, se transformaient en affrontement direct avec le pouvoir colonial.

La répression qu'exerce le pouvoir colonial, non seulement n'effraie pas les pauvres et la classe ouvrière, mais au contraire suscite de nouvelles prises de position, et ouvre les yeux de ceux qui ne voulaient pas encore voir la réalité coloniale.

Une fois encore, comme en 1963, comme en 1967, le pouvoir se ridiculise en voulant monter de toutes pièces des procès qui ne sont que des atteintes au droit à la libre opinion. Le dossier des militants était vide. Leur seul tort c'était d'être des anticolonialistes et de le dire publiquement. Mais le pouvoir a bien été obligé de reculer, car en France même, l'opposition à un nouveau procès colonial commençait à se faire sentir. Toutes les organisations révolutionnaires françaises s'étaient déjà mobilisées pour mettre en échec la politique coloniale.

C'est donc d'un recul qu'il s'agit. Recul du pouvoir devant la perspective de voir ce nouveau procès être non pas celui des militants guyanais mais bien celui du colonialisme.

Mais si les militants sont mis en liberté provisoire il reste que la lutte doit continuer jusqu'à la cessation complète des poursuites.

Il faut exiger qu'un non-lieu soit purement et simplement prononcé. La mobilisation doit donc continuer jusqu'à la victoire complète. Pour notre part, nous continuons, bien que ne partageant pas l'orientation politique des militants guyanais poursuivis, à leur manifester notre soutien le plus total.

## Nouvelle campagne sucrière :

### Les petits planteurs sous le joug des usiniers



**A**PRES un mois de tractations, le prix de la tonne de canne de la récolte 1974 vient d'être fixé à 67 F pour une richesse saccharine 9.

On se souvient que pour permettre le démarrage de la récolte 1974, le préfet avait entrepris dès février 1974 « une politique de charme » en direction des planteurs. Il promettait alors de soumettre aux autorités gouvernementales un plan de restructuration de l'économie sucrière pour l'année 1975.

Pour que la coupe commence, les pouvoirs publics avaient dû aussi débloquer un crédit de 3 à 5 F par tonne, ceci au titre d'aide à l'achat d'engrais (entre 1973 et 1974 le prix d'un sac d'engrais a augmenté considérablement) et d'aide à la canne afin de compenser, disaient-ils, les pertes occasionnées par la sécheresse de ces dernières années. Par ailleurs, Lecornec avait fixé l'acompte pour la récolte 1974 à 67 F, mais avait ajouté : « ce qui n'est pas le prix définitif, bien sûr supérieur à ce chiffre »...

Dernièrement encore, début janvier, on apprenait que le préfet avait décidé de fixer la ristourne (versée en fonction des recettes faites par l'usine sur la vente du rhum, de l'alcool et de la mélasse, et par rapport à la richesse saccharine) à 5 F par tonne. Là encore il s'agissait pour la préfecture de jeter quelques miettes afin de décompresser la tension qui fermentait depuis de longs mois dans le monde agricole.

En fait, après un mois de dé-

marches, le prix définitif est resté celui fixé pour l'acompte en début de campagne, c'est-à-dire 67 F. Et, encore une fois, les petits planteurs se font féroce-ment exploiter par les usiniers.

En effet, ces travailleurs sont obligés d'engager des frais énormes et pour ce faire d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt élevés aux banques, en particulier au Crédit Agricole. Ces frais ne leur sont pas remboursés au moment de la livraison des cannes, bien au contraire ce sont les planteurs qui sont obligés de faire près d'un an de crédit aux usiniers, puisque leurs cannes ne leur sont payées qu'au début de la récolte suivante.

De plus, jusqu'à présent les planteurs livrent leurs cannes sans savoir à quel prix leur sera payée la tonne. Là encore, les usiniers sont tout puissants, car ce sont eux qui organisent la pesée des cannes, la mesure de la richesse saccharine sans aucune possibilité de contrôle par les petits planteurs.

Un tel système appliqué au paiement de la tonne de canne est actuellement une escroquerie. Ainsi il arrive bien souvent que dans des régions, telle Marie-Galante, qui sont connues pour produire des cannes de qualité supérieure, de richesse saccharine dépassant couramment 14, le contrôle des usines donne une richesse de 8 ou 9...

Les petits planteurs ne peuvent accepter de voir leur situation se dégrader d'année en année et c'être à la merci des capitalistes usiniers.

Car leur situation se dégrade. Le prix de la tonne était de 70,20 F en 1973 et de 71,30 F en 1974 pour une richesse saccharine de 9,5. Soit une augmentation de 1,4%. Alors que dans la même année la hausse du coût de la vie a dépassé 20%, et que le cours du sucre sur le marché mondial a augmenté de façon considérable. Alors où est passée la différence ?

C'est une véritable provocation. Il est néanmoins une donnée dont les capitalistes usiniers et le gouvernement ne tiennent pas compte, c'est le mécontentement et la colère des petits paysans. Dans les luttes qu'ils auront à mener, les paysans pauvres trouveront le soutien actif des militants révolutionnaires, car c'est bien contre le même ennemi, le capitalisme et le colonialisme, que nous luttons.

**Echos  
du voyage  
d'Arlette  
Laguiller  
aux Antilles**

(Lire page 3)

**SCEFA (Capesterre de Guadeloupe) :**

## Mobilisés, les travailleurs font échec à la direction

**L**e samedi 4 janvier devait avoir lieu des élections pour la désignation des délégués du personnel. Deux listes étaient en présence pour ces huit postes à pourvoir (quatre titulaires, quatre suppléants), une CGT et une CFDT. La direction entendait que ses candidats, c'est-à-dire ceux présentés par le syndicat CFDT, soient élus. Et pour ce faire, elle alla jusqu'à ne pas inscrire sur la liste des votants au moins une centaine de travailleurs. Les travailleurs, quant à eux, n'entendaient pas se laisser tromper. Et c'est ainsi que, le samedi 4, beaucoup d'entre eux et notamment des candidats CGT appelèrent leurs camarades à ne pas voter. Les élections furent donc boycottées par la majorité et furent renvoyées au samedi 11 janvier. Ce jour-là, le vote commença à 11 h 30, car c'était un jour de coupe. Mais cette fois encore, beaucoup de travailleurs ne furent pas inscrits sur la liste des votants. Si bien que après le début du scrutin certains travailleurs travaillant sur l'habitation Moulin-à-Eau et qui se trouvaient dans ce cas protestèrent énergiquement et obtinrent finalement le droit de voter.

Un moment après arrivèrent des travailleurs des habitations Grande-Rivière et Shangy qui n'étaient pas non plus inscrits. Nouvelle protestation plus énergique cette fois puisque certains s'en prirent

au directeur en personne. Le vote fut en fin de compte arrêté. On procéda quand même au dépouillement et on obtint comme résultat :

Titulaires : CGT, 43 voix ; CFDT, 13 voix.

Suppléants : CGT, 37 voix ; CFDT, 18.

Mais les représentants CGT ne signèrent pas le procès-verbal,

craignant probablement la réaction des travailleurs qui n'avaient pu voter et qui étaient encore sur les lieux. Deux jours plus tard, c'est-à-dire le lundi, et cette fois en l'absence des travailleurs, ils signèrent. On ne sait ce que pensent ceux-ci de l'attitude du secrétaire syndical.

Cependant, c'est une victoire pour la CGT puisqu'elle obtient

trois délégués titulaires et trois suppléants (la CFDT obtenant les deux autres postes). Mais c'est surtout une victoire des travailleurs parce que sans leur mobilisation la direction de la SCEFA aurait peut-être réussi son mauvais coup. Une question cependant reste à poser : la SCEFA comptait, il y a quelque temps, quatre cents travailleurs. Selon

certain il y a en ce moment au moins deux cent cinquante. Comment se fait-il donc qu'il n'y ait que quatre délégués titulaires et quatre remplaçants pour représenter deux cent cinquante travailleurs. Les nouveaux délégués doivent demander quel est l'effectif réel de l'entreprise et exiger que des élections supplémentaires soient organisées.

**Docks (Guadeloupe) :**

## Un nouveau système d'embauche prévu, exigeons du travail pour tous !

Au début du mois de janvier, une réunion a eu lieu pour mettre au point le système d'embauche qui sera utilisé lorsque le port sera autonome.

Jusqu'ici l'embauche se faisait sur liste d'appel, et bien souvent au détriment de ceux d'entre nous qui sont occasionnels.

Les propositions qui, semble-t-il, seraient en discussion font de la Chambre de Commerce l'unique embauteur ; les compagnies lui feraient savoir ensuite, en fonction de leurs bateaux à qual,

le nombre de docks dont elles auraient besoin.

Si nous ne sommes pas hostiles à la création d'une liste unique de docks professionnels, nous n'admettons pas que sous couvert de réforme, certains d'entre nous soient jetés à la rue. Nous ne voulons pas qu'on diminue le nombre de docks par équipe, ce qui est dans les intentions de la Chambre de Commerce.

Les intentions anti-ouvrières de l'administration et des patrons sont de plus en plus claires, mais qu'ils prennent garde nous sau-

rons le moment venu faire front.

Quand il s'agit de nous empêcher de montrer notre mécontentement au grand jour, le gouvernement et les patrons parlent de concertation, ils veulent même nous imposer des préavis de grève.

Par contre, ils n'utilisent aucun ménagement quand ils veulent faire empirer notre sort.

Ainsi la semaine dernière, l'ingénieur convoquait sans délai les délégués pour discuter de la question de l'embauche. Il voulait que ceux-ci acceptent les propo-

sitions de la Chambre de Commerce sans nous consulter et sans même y réfléchir.

Ces procédés tout à fait inqualifiables montrent bien quel mensonge se cache sous le mot concertation. Pour nous, il faut, certes, changer le système d'embauche, mais nous devons refuser toute décision prise sans notre accord.

Un nouveau système d'embauche, d'accord, mais nous voulons du travail régulièrement pour chacun d'entre nous !

## Maîtres-auxiliaires, remplaçants et éventuels mécontents des retards de paiement

**E**n Guadeloupe, depuis le début de l'année scolaire, la plupart des maîtres auxiliaires, instituteurs remplaçants, suppléants éventuels ne sont pas payés régulièrement. Pour beaucoup, il a fallu attendre janvier pour recevoir le traitement des trois mois précédents. La colère est grande chez tous ces enseignants et déjà ils commencent à s'organiser contre cette situation. C'est ainsi qu'à Bouil-

lante, Pointe-Noire, Vieux-Habitants, des réunions sont tenues pour envisager l'action à mener, ainsi qu'une réunion centrale à Basse-Terre. Le principe d'une demi-journée de grève avait été décidé en ce qui concerne les établissements de la Côte Sous-le-vent... Il s'agissait en fait de donner un avertissement au vice-rectorat et à l'administration préfectorale, car les enseignants sont bien décidés à entamer des

actions de plus grande envergure si ces retards de paiement doivent se reproduire le mois prochain. Il n'y aurait, paraît-il pas de crédits pour que tous soient payés normalement ! C'est un véritable scandale, lié d'ailleurs au scandale de l'auxiliarat dans l'enseignement. En effet, ce ne sont pas seulement les retards de paiement qu'il faudrait dénoncer mais tout le système qui fait que

des milliers de maîtres auxiliaires, d'instituteurs remplaçants, d'éventuels qui n'ont aucune garantie d'emploi, qui ne sont pas titularisés avant des années (certains remplaçants pourvus de leur CAP depuis 1970, ne sont pas encore stagiaires en 1975), qui doivent subir le bon vouloir de l'administration sans protester... et nous en passons.

Comme d'habitude, les grands syndicats comme le SNI sont très

lents et lorsqu'ils réagissent c'est de façon molle, à tel point que les jeunes enseignants de la Côte Sous-le-Vent ont pris seuls l'initiative d'un mouvement de protestation.

La lutte pour exiger un traitement régulier se poursuivra, mais elle devra déboucher sur une lutte de plus grande envergure pour remettre en question le système scandaleux de l'auxiliarat dans l'enseignement.

**Après Draguignan :**

## Les appelés manifestent à Karlsruhe



**A**près l'affaire de Draguignan, la manifestation et les procès qui s'ensuivirent, voilà que de nouvelles affaires éclatent. De jeunes appelés sont descendus dans la rue, à Karlsruhe (Allemagne), où ils étaient stationnés. Ce qui leur a d'ailleurs permis d'obtenir satis-

faction sur leur principale revendication, la gratuité du voyage en train.

Au-delà des revendications locales, cette nouvelle manifestation confirme si besoin était, le mécontentement de la jeunesse face au service militaire. Cette manifestation vient en effet après les

grandes manifestations du printemps 1973 au cours desquelles la jeunesse des lycées et des CET exprimait non seulement son opposition à la loi Debré mais aussi son « ras-le-bol » de cette armée abrutissante. Cette manifestation vient après cet « Appel des cent » que plus de trois mille

conscrits ont signé au printemps 1974. Elle vient enfin après toutes les sautes d'humeur de la jeunesse dans les casernes et notamment la sortie de Draguignan.

Il est donc patent que la jeunesse acceptée de moins en moins de subir le sort que lui impose l'armée. Cette armée a aussi bien du mal à entretenir des traditions d'une autre époque. Celle où elle recrutait principalement dans le milieu paysan coupé des villes, peu informé et hostile à toute évolution sociale. Aujourd'hui, les choses ont bien changé, avec l'augmentation de l'information, des communications, du niveau de culture générale, il est infiniment plus difficile à des officiers sans formation, ignares, d'imposer une discipline et de se faire respecter par des soldats. Car ces soldats se rendent bien compte de l'imbécillité d'un tel système et de ceux qui sont censés le représenter.

Aussi, pour leur part, les révolutionnaires ne peuvent être que solidaires de tous ceux qui, au sein de l'armée ou ailleurs, veulent se débarrasser de son joug d'abâtissement, de tous ceux qui veulent le droit de s'informer, de s'organiser, de revendiquer, de contester. De même que les ré-

volutionnaires ne peuvent qu'être solidaires du désir des soldats d'avoir des conditions matérielles correctes.

Mais au-delà de ces réformes démocratiques, pour nous travailleurs révolutionnaires des Antilles, c'est toute l'institution militaire qui est à combattre. Ce service militaire qui met bon an, mal an, à titre de cobaye, au service de l'armature permanente et professionnelle de l'armée 270.000 jeunes.

Si l'armée était au service de toute la population, il serait parfaitement possible de ne pas couper ceux qui sont sous l'uniforme du reste de la population. On pourrait très bien faire l'apprentissage des armes sur les lieux de travail et sous le contrôle des travailleurs. Seulement l'armée n'est pas au service de tous, elle est un instrument de répression au service de la bourgeoisie. Qu'elle soit composée entièrement de militaires de carrière ou en partie d'appelés ne change rien au fait que l'armée permanente est un appareil coupé de la population laborieuse justement pour mieux servir des intérêts opposés à ceux de la grande majorité.

Jean-Pierre VALDE

# ARLETTE LAGUILLER AUX ANTILLES

## SUCCÈS DES MEETINGS DE GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE

### Aux Abymes

**C'**EST le mardi 21 que devait se tenir le meeting de notre tendance avec Arlette Laguiller à la salle des fêtes des Abymes. Ce fut incontestablement un succès. Mille cinq cents personnes sont venues écouter Arlette. Dès 19 heures, plusieurs centaines de personnes, jeunes chômeurs, lycéens, femmes travailleuses, ouvriers et d'autres s'étaient déjà massés dans la salle, sur le balcon, et aux abords de la salle des fêtes. D'emblée, le ton était donné : l'enthousiasme et la chaleur se mêlaient à l'impatience. Des travailleurs de Grosse-Montagne, des travailleuses et travailleurs des plantations de banane de Capesterre, les jeunes de Vieux-Bourg et de Morne-à-l'Eau étaient venus par cars entiers, des lycéens de Baimbridge, des ouvrières de Pointe-à-Pitre, des Abymes, des militants d'extrême-gauche, ceux des partis communiste et socialiste, des amis de Basse-Terre étaient là nombreux.

Vers 19 heures, un camarade ouvrit le meeting, retraçant brièvement la personnalité politique d'Arlette, représentante des révolutionnaires à la télé, lors des élections législatives de 1973, candidate à la présidence de la République, mais aussi, travailleuse et militante syndicale. Il précisa aussi le but de son voyage.

Un autre camarade prit la parole pour brosser un tableau historique de la lutte des travailleurs antillais, et leur participation à la lutte des travailleurs du monde entier au sein de la deuxième et de la troisième Internationale, leur participation « au grand combat de l'humanité laborieuse pour une société meilleure ». Le voyage d'Arlette, qui représente un courant de travailleurs révolutionnaires français ne fait que perpétuer la tradition internationale de la classe ouvrière.

Puis ce fut le tour d'Arlette : trois quart d'heure pendant lesquels elle dénonça avec rigueur le système capitaliste et colonialiste. Elle expliqua en quoi, elle, en tant que travailleuse d'une na-

tion impérialiste qui opprime les Antilles, se sentait une double responsabilité : celle de militer pour la libération des travailleurs français du joug capitaliste, mais celle aussi de militer pour la libération des travailleurs des Antilles, du joug colonial, et pour la révolution socialiste mondiale. Elle dénonça la politique dite de « départementalisation » qui ne peut être qu'un constat d'échec de la politique du pouvoir. « Vous êtes Français », dit-elle, alors, pourquoi un SMIC plus élevé en France qu'aux Antilles ? Pourquoi une caisse d'allocation chômage en France et rien ici ? Pourquoi aucune allocation familiale n'est versée aux mères célibataires et ne travaillant pas ? Pourquoi des légionnaires, des CRS, des gardes mobiles qui tirent sur les ouvriers quand ceux-ci revendiquent ? Pourquoi la moitié de la population au chômage ? Pourquoi des salaires si bas, alors que les prix augmentent beaucoup plus aux Antilles qu'en France ?

Chaque fois que la camarade dénonça les aspects les plus criants de l'oppression capitaliste et coloniale, chaque fois qu'elle dénonça Giscard, ce furent des applaudissements nourris, et il suffisait de regarder les visages des travailleurs présents pour se rendre compte qu'elle touchait là le cœur des problèmes et qu'elle exprimait tout haut ce que beaucoup ont sur le cœur depuis longtemps.

Elle parla ensuite des problèmes de la gauche en France. A ce propos, le PCF ne fait que dire aujourd'hui ce qu'elle disait pendant la campagne, sur Mitterrand, car beaucoup de travailleurs se rendent compte que Mitterrand est prêt éventuellement à prendre la tête du gouvernement de Giscard et constatent qu'Arlette avait raison lorsqu'elle leur disait de se méfier. Ce furent encore des applaudissements lorsqu'elle parla du contrôle ouvrier sur les patrons et sur les livres de compte. Puis, elle affirma le droit des Antilles à l'indépendance politique.

La situation des travailleurs en France fut brossée telle qu'elle est : le capitalisme ne leur offrant qu'une petite vie mesquine, de la peur, d'exploitation, une « vie grise », dans les usines aux cadences infernales, sans compter l'environnement étouffant et névrotique des petits logements de banlieue polluée, avec les effets de plus en plus accrus de la crise inflationniste : hausse des prix, chômage, bas salaires.

Arlette termina en rappelant que

le combat des révolutionnaires était le combat de ceux qui pensaient que la seule chance qui reste à l'humanité est la révolution socialiste.

Le seul espoir de l'humanité c'est la classe ouvrière, car elle seule en prenant le pouvoir peut changer la société. Elle rappela que la lutte des révolutionnaires était la lutte pour la répartition des richesses entre tous, pour une vie meilleure et plus di-

gne, pour la fraternité entre les hommes.

Après de longs applaudissements, c'est aux accents de l'Internationale reprise par des centaines de voix que se clôtura le meeting. Arlette se mêla à la foule, beaucoup de femmes, beaucoup de jeunes vinrent la féliciter, lui serrer la main ; on voulait la voir, lui parler, et, encore, autour de la voiture on se bousculait pour lui dire un dernier mot.

### A Fort-de-France



**A**RRIVEE le 22 janvier en Martinique, Arlette Laguiller tint une conférence de presse dans la salle du théâtre municipal. Les questions auxquelles elle répondit portèrent essentiellement sur le statut de la Martinique, sur les conditions de la femme, et sur la crise économique. A tout cela Arlette Laguiller répondit en dénonçant le statut colonial déguisé de la Martinique et réaffirma comme elle l'avait fait en Guadeloupe qu'elle soutenait le droit du peuple des Antilles à avoir son indépendance s'il le désirait. Elle s'attaqua

au système capitaliste qui veut faire payer aux travailleurs l'anarchie de son propre système.

Le 24, elle participa au meeting organisé dans la même salle par Combat Ouvrier.

C'est devant une salle enthousiaste qu'elle développa les mêmes thèmes qu'en Guadeloupe dénonçant le colonialisme, l'exploitation des travailleurs, prenant position ouvertement et sans équivoque en faveur de ceux qui luttent contre ces deux fléaux. Elle fut tout au long de son exposé interrom-

pue par les applaudissements nourris.

Lorsqu'elle parla de la querelle PC-PS c'est une salle attentive pesant les arguments qu'elle présentait, qui la suivait.

Le meeting s'acheva sur une Internationale reprise par la majorité des présents. Les quelques mille à mille cent personnes présentes, dont une majorité de travailleurs, se séparèrent, visiblement satisfaits d'avoir entendu autre chose que les promesses démagogiques des politiciens professionnels qui d'habitude se rendent aux Antilles.

## Arlette rencontre les travailleurs

### De la Banane

**A**Capesterre, Arlette a rencontré des travailleurs de la banane, en particulier ceux des plantations de Dormoy, de la SCEFA et de l'IFAC.

La discussion s'engagea surtout sur la mauvaise organisation des travailleurs, l'absence de toute vie syndicale et la condition des femmes travaillant dans la banane. Les travailleurs présents lui apprirent que sur certaines plantations on licencie en douce, sur d'autres les propriétaires n'accordent que deux à trois jours de travail par semaine, parfois seulement un jour. Ce qui fait des salaires variant entre 60 et 90 F pour des familles comportant plusieurs enfants. Cette situation a entraîné par-ci, par-là, des mouvements de grève ou de protestation. C'est donc que la combativité est grande.

La camarade Arlette expliqua que les problèmes concernant les syndicats étaient les mêmes en France ; très peu ou pas de réunion de syndiqués, présence

de bureaucrates syndicaux qui veulent décider à la place des travailleurs. En tant que militante syndicaliste, elle avait eu à s'affronter avec ces bureaucrates, notamment au cours de la grève de deux mois des employés du Crédit Lyonnais.

Pour conclure, elle expliqua que la meilleure façon de lutter à la fois contre les bureaucrates et contre les patrons c'est que tous les travailleurs participent à l'élaboration de toutes les décisions prises en leur nom ; que les délégués ne prennent jamais de décision sans l'avis des autres travailleurs. C'est là la meilleure garantie de succès des différentes luttes.

### Et ceux de Grosse-Montagne

**L**E lundi 20, après le travail, la quasi-totalité des travailleurs de Grosse-Montagne (soit une centaine) se retrouvait pour s'entretenir avec A.

Laguiller. Prévue initialement devant l'usine, la rencontre, du fait de la pluie battante se transporta chez un travailleur des environs.

Pour ceux qui avaient apprécié sa campagne électorale, ce fut l'occasion de discuter avec elle des problèmes les plus cruciaux que connaissent les travailleurs tant en France qu'aux Antilles en cette période de crise : chômage, sous-emploi, émigration, exploitation capitaliste et coloniale, répression... Notre camarade parla également de l'indépendance, de la révolution socialiste, seules solutions permettant de changer réellement le sort des travailleurs. Certes tous ne furent pas toujours d'accord avec nos analyses et notamment celles concernant l'union de la gauche, mais toujours la discussion demeura amicale.

Après une heure et demie et après bien sûr le punch traditionnel, la réunion était levée.

Sur tous les visages se lisait la satisfaction d'avoir pu discuter simplement et franchement des problèmes qui préoccupent les travailleurs, avec une travailleuse révolutionnaire de France.

## Mêmes droits pour tous les travailleurs

**D**ORENAVANT, les travailleurs africains qui veulent « bénéficier du privilège » de se faire exploiter en France, devront se faire inscrire auprès de la Préfecture de Police qui leur délivrera une carte de séjour.

Jusqu'à alors, les travailleurs d'Afrique Noire ressortissants des anciennes colonies françaises n'avaient pas besoin de carte de travail ni de carte de séjour et pouvaient circuler et travailler en France avec les papiers d'identité de leur pays. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, tous ceux qui, d'après les services de police, ne remplissent pas les conditions nécessaires pour avoir droit à la carte de séjour seront en situation illégale en France. Et le gouvernement a décidé cela en cachette. A ce propos, son hypocrisie est d'autant plus répugnante qu'il vient d'annoncer à grands bruits l'annu-

lation partielle des circulaires Fontanet-Marcellin. Ces circulaires qui obligeaient les étrangers à fournir une attestation de logement décent et à justifier qu'ils ont un engagement d'embauche pour avoir le droit de rester et de travailler en France, les mettaient à la merci de leurs patrons.

L'annulation de certaines dispositions des circulaires Fontanet-Marcellin constitue un recul du gouvernement, mais la décision presque simultanée d'aggraver les conditions de séjour des travailleurs africains en France montre les limites très étroites de ce genre d'assouplissement.

Il faut combattre cette ségrégation entre travailleurs qu'exprime l'obligation pour les travailleurs immigrés d'avoir une carte de séjour ou une carte de travail. Tous les travailleurs doivent avoir les mêmes droits, quelle que soit leur nationalité.

# Conflit pétrolier : l'impérialisme perd et... gagne

**I**NTERVIEWE à l'occasion de la Conférence des ministres des Affaires étrangères, des Finances et du Pétrole des Etats membres de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) qui s'est tenue dans le dernier week-end de janvier à Alger, Henry Kissinger, le secrétaire d'Etat américain s'en est pris une fois de plus violemment aux pays producteurs de pétrole.

A l'instar du secrétaire d'Etat américain, un certain nombre de commentateurs politiques expliquent docement que les pays exportateurs de pétrole sont en train de s'enrichir, que les dollars reçus en contrepartie de l'or noir les conduisent à renverser carrément le rapport de force au détriment des pays impérialistes.

Continuant sur leur lancée, les mêmes cherchent à montrer que les pays producteurs de pétrole sont en passe de concentrer entre leurs mains une puissance financière considérable. Et de les accuser d'inonder le marché international de leurs dollars fraîchement acquis et d'être responsables de l'aggravation de l'inflation. La quantité de stupidités déversées à ce propos bat des records...

Mais bon nombre de ceux qui n'ont pas de sympathies particulières pour la politique de l'impérialisme américain estiment que les pays pétroliers auraient les moyens de mettre fin à leur sous-développement, de sortir de leur misère, de devenir des puissances industrielles.

Loin d'être à l'origine des difficultés économiques et monétaires que connaît aujourd'hui l'impérialisme, les pays pétroliers en sont au contraire les victimes. Le drame de ces pays tient dans ce que l'impérialisme a bloqué leur développement et a réorienté leur économie en fonction de ses intérêts exclusifs.

Aussi les possibilités d'investissement sont-elles, pour les porteurs de pétrodollars, très limitées à l'intérieur de leur propre pays. Ces possibilités d'investissement sont liées au degré de développement. Pour prendre cet exemple-là : comment susciter une industrie automobile intégrée dans l'économie nationale d'un pays où manquent toutes les industries connexes, comme manque un marché national assez vaste ? Une usine de montage de voitures exige l'intégration de celle-ci dans un circuit économique précis. Elle suppose l'existence d'une division très poussée du travail que se partage une multitude d'entreprises sous-traitantes fabriquant les éléments nécessaires au montage des véhicules. Elle implique l'existence d'un marché intérieur de consommateurs au niveau de vie assez élevé pour acheter les voitures fabriquées, un réseau de routes et d'autoroutes suffisamment serré et assez bien entretenu pour que l'utilisation de la voiture soit rentable. En d'autres termes, l'implantation d'une usine de montage d'automobiles exige l'existence d'un ensemble de données économiques qui, dans les pays développés, ont mis des décennies voire des siècles à voir le jour. Or, cette infrastructure, l'impérialisme tout-puissant a interdit aux pays sous-développés de l'acquérir.

Pour changer cet état de choses, il faudrait bouleverser de fond en comble les structures économiques et sociales de ces pays. Donner une instruction générale à la population, faire sortir les campagnes de l'isolement et de l'autarcie dans lesquels elles ont été contraintes de se réfugier... Ces bouleversements profonds, non seulement les couches dirigeantes des pays sous-développés, des pays pétroliers les craignent, mais surtout, l'impérialisme ne les laisserait jamais faire

à supposer que des dirigeants de ces Etats en manifestent l'envie.

Alors, il ne reste à ces Etats, en dehors d'un certain nombre de dépenses d'infrastructures utiles qu'il n'auraient pas pu se payer autrement, qu'une marge de manœuvre très étroite :

— ou bien utiliser les dollars qui viennent de tomber entre leurs mains à des dépenses de luxe, de prestige ou de gaspillage. Et dans ce cas, ce sont les marchands de canons occidentaux, les Dassault et compagnie qui voient leur fortune s'accroître ;

— ou bien les classes dirigeantes des pays pétroliers réinsèrent leur argent dans les circuits monétaires de l'Occident. Auquel cas, ce sont les banquiers chez qui les dépôts seront effectués qui seront satisfaits.

Et les pays producteurs de pétrole n'ont même pas la possibilité

de faire des réserves pour l'avenir. Car le papier-monnaie se détériore au rythme de l'inflation mondiale qui se situe aujourd'hui autour de 20 % par an. Qu'en restera-t-il dans quelques années ?

En faisant le bilan réel, en effet, l'on s'aperçoit que d'un côté, les pays pétroliers livrent leur seule richesse — bien matérielle —, le pétrole. D'un autre côté, ils reçoivent — bien piètre contrepartie — du papier-monnaie.

Non content d'imposer aux Etats producteurs ce marché de dupes, l'impérialisme le plus puissant fait peser au-dessus d'eux des menaces périodiques. Kissinger, il y a quelques semaines, n'a pas hésité à envisager l'hypothèse d'une intervention américaine. Malgré les démentis mollement apportés par la Maison-Blanche, le fougueux secrétaire d'Etat a eu

l'occasion de reprendre l'idée de façon à peine plus voilée ces temps derniers : les Etats-Unis sont prêts à faire la guerre aux pays du Moyen-Orient si d'aventure ceux-ci, dans le but de contrôler un peu mieux leurs richesses nationales, mettaient quelque obstacle à leur approvisionnement en pétrole.

Alors, aujourd'hui, les quelques dollars de plus résultant du renchérissement des prix du pétrole permettent aux milliardaires des pays pétroliers d'ajouter quelques unités supplémentaires à leur panoplie déjà largement fournie d'automobiles de luxe...

Mais, quant aux populations de ces pays, elles ne sortiront de la misère que si l'on met fin à la domination de l'impérialisme et au type de relations existant entre les grandes puissances et les pays du Tiers-Monde. **Ph. D.**

## La réunion du Parlement chinois : ASSURER LA SUCCESSION DE MAO-TSÉ-TOUNG

**E**N Chine s'est réuni du 13 au 17 janvier le « Congrès national populaire », c'est-à-dire le parlement chinois.

On peut se demander quelles sont les raisons de cette convocation, puisque le congrès ne s'était pas réuni depuis dix ans, et que la brièveté de la session, entre autres, montre qu'il n'a guère eu le temps d'examiner de manière approfondie les problèmes qui sont ceux de la Chine, et que son pouvoir réel ne peut être que limité.

En fait, visiblement, à travers cette réunion, c'est une caution que recherche l'actuelle direction du Parti Communiste Chinois. Le problème qui se pose à elle est le suivant : comment assurer la succession de Mao Tsé-Toung ? Il s'agit là d'un problème très

épineux, car le pouvoir est, depuis plus de vingt-cinq ans, concentré entre les mains d'un seul homme, ce qui est, soit dit en passant, dans la logique de tout système dictatorial.

Or, Mao se fait vieux, puisqu'il a fêté ses quatre-vingts ans en 1973. Et il n'est pas possible de lui désigner dès à présent un successeur attitré. Effectivement, une telle mesure ferait inévitablement de ce successeur un rival, et l'un des deux devrait disparaître, ainsi que l'a montré l'éviction de Lin Piao, accusé d'avoir fomenté un complot.

Dans de telles conditions, la seule possibilité qui s'offre aux dirigeants chinois est de constituer une direction collégiale. D'où la désignation des douze vice-pre-

miers ministres, adjoints à Chou-en-Lai qui a été confirmé dans sa position de Premier ministre, en dépit de sa santé défaillante (ce maintien montre à quel point, même à ce niveau, le problème de la succession est délicat).

Cette direction collégiale, avec la caution « démocratique » du parlement, tente de se donner une apparence de légitimité. Cependant, la lutte pour le pouvoir est inévitable à terme. La direction restera collégiale pour assurer la transition, jusqu'à ce qu'émerge un dirigeant qui prendra le pas sur les autres. C'est, nous le répétons, dans la logique du système, un système de la direction duquel le prolétariat chinois est visiblement exclu. **Noël CANTIUS**

## A BAS LE COLONIALISME !

### Stirn indésirable dans les colonies !

**L**ES représentants de la bourgeoisie colonialiste française n'ont décidément pas de chance. Quel que soit le territoire où ils se ren-

Les peuples des DOM-TOM en ont assez de la domination coloniale. Ils profitent des occasions fournies par les voyages officiels pour faire entendre leurs protes-



ent en visite, ils ne manquent pas de susciter sur leur passage des manifestations d'hostilité à la puissance coloniale.

Olivier Stirn, actuel secrétaire d'Etat aux DOM-TOM en sait quelque chose. Après les Antilles et la Guyane, le voici qui vient de se faire huer en Nouvelle-Calédonie. Un engin explosif fut même découvert à l'assemblée territoriale où il devait se rendre.

tations, car en temps normal, ils n'en ont guère la possibilité.

En la personne d'Olivier Stirn, l'impérialisme français a ainsi, en l'espace de quelques mois, essuyé plusieurs camoufflets. Il faudra bien qu'il se fasse une raison : l'évolution des colonies vers la liberté est inéluctable. Elles conquièrent tôt ou tard leur indépendance.

### Paris : meeting anticolonialiste

**L**E mercredi 22 janvier 1975, plusieurs centaines de personnes dont une majorité d'Antillais et de Guyanais se pressaient dans la salle du 44, rue de Rennes à Paris pour protester contre la répression coloniale en Guyane et en particulier contre la déportation et l'incarcération à la Santé de huit militants anticolonialistes guyanais.

Ce meeting se déroulait à l'appel de l'UEG et avec le soutien de nombreuses organisations d'extrême-gauche tant françaises qu'antillaises dont notre tendance. De nombreux orateurs se succédèrent à la tribune et notamment deux des huit militants guyanais.

Le meeting fut à même de constater un premier recul du gouvernement qui, l'avant-veille, décidait la libération des militants guyanais.

Mais les inculpations demeurent, la répression persiste, aussi la lutte doit-elle continuer.

### Fort-de-France : Après la manifestation du 22, l'action doit continuer

**A** l'appel du Comité de soutien aux militants guyanais accusés « d'atteinte à la sûreté de l'Etat », une bonne centaine de manifestants ont défilé dans les rues de Fort-de-France, le mercredi 22 janvier 1975.

Ce fut une manifestation dynamique et les mots d'ordre favorables à l'indépendance de la Guyane de même que ceux qui exigeaient l'arrêt des procès colonialistes fusèrent pendant toute la durée de la manifestation. Une pluie battante était aussi au rendez-vous, mais elle n'a cependant pas refroidi l'enthousiasme des manifestants.

Enfin ce fut une excellente initiative de la part de ce comité composé des organisations suivantes : Combat Ouvrier, Groupe Révolution Socialiste, l'Union des Travailleurs de Schoelcher et de la tendance Lutte de Classe de la FEN. Et les manifestants se sont séparés en se promettant de continuer l'action pour obliger le gouvernement colonialiste à arrêter toutes les poursuites judiciaires à l'encontre de ces militants.

### COMBAT OUVRIER

Directeur de publication : Marie-Eugène Zozor

Adresser toute correspondance : ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR BP 214.

97110 POINTE-A-PITRE (GUADELOUPE) ou BP 386

97204 FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier BP 80

93300 AUBERVILLIERS

Impression Graphie-Press Epinay-sur-Seine

Commission paritaire N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE : — ordinaires 1 an : 12 F. — sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES : — sous pli fermé 1 an : 15 F.

ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC CCP 32 566-71 La Source